

## "Ne rapprochons pas trop vite les écoles d'ingénieurs des universités" (tribune)

5-6 minutes

"Les écoles d'ingénieurs impliquées dans les restructurations [de site] sont inquiètes que l'objectif initial d'amélioration du système, invitant à l'audace collective et à une transformation globale ambitieuse, ne soit petit à petit dévoyé", écrit Jacques Fayolle, président de la Cdefi, dans une tribune publiée le 19 juillet 2019 par [Le cercle des Échos](#). Il estime en effet que "l'objectif des regroupements se restreint au final à l'intégration, voire l'absorption des écoles d'ingénieurs à des objets universitaires" et qu'il s'agit "au mieux de légères évolutions des universités actuelles".



Jacques Fayolle, président de la Cdefi et directeur de Télécom Saint-Étienne. © Télécom Saint-Étienne

"L'idée semble bonne : rapprocher des grandes écoles et des universités pour que la France apparaisse enfin en bonne position dans les classements mondiaux de l'enseignement supérieur et de la recherche", écrit le nouveau président de la Cdefi, Jacques Fayolle, dans une [tribune](#) intitulée "Ne rapprochons pas trop vite les écoles d'ingénieurs des universités". "Le problème est qu'en pratique, ces 'nouveaux' établissements ressemblent de plus en

plus à nos universités existantes."

"Les écoles d'ingénieurs impliquées dans ces restructurations sont donc inquiètes que l'objectif initial d'amélioration du système, invitant à l'audace collective et à une transformation globale ambitieuse, ne soit petit à petit dévoyé. La France risquerait au final de perdre la qualité de ses grandes écoles, très bien positionnées à l'international, à cause d'un projet mal calibré."

des structures de gouvernance qui "reproduisent les schémas universitaires"

Jacques Fayolle estime en effet que "faute de pouvoir créer des objets nouveaux de rupture, seuls capables de se mesurer aux grands établissements internationaux, l'objectif des regroupements se restreint au final à l'intégration, voire l'absorption des écoles d'ingénieurs à des objets universitaires : il s'agit donc au mieux de légères évolutions des universités actuelles". "Concrètement, cela peut se traduire par des structures de gouvernance reproduisant les schémas universitaires, notamment au travers de la présidence réservée à un enseignant-chercheur plutôt qu'ouverte aux acteurs socio-économiques, ou à un certain centralisme laissant peu de place à la subsidiarité, par exemple sur la signature des diplômes..."

"Nous demandons au gouvernement de rectifier le tir"

"Nous, directeurs d'école d'ingénieurs, demandons au gouvernement de rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard", poursuit le directeur de Télécom Saint-Étienne. "Pour ce faire, acter que la question du rapprochement entre école et université est en fait secondaire : il faut avant tout proposer un modèle d'établissement qui libère les énergies et qui donne à ses acteurs la capacité d'agir. L'État doit être le garant d'une trajectoire de transformation ambitieuse qui est d'abord celle du système universitaire en général et de l'université en premier lieu."

Plus loin, Jacques Fayolle insiste : "Il faut aussi aborder sans tabou la question de l'autonomie sous toutes ses formes et celle d'une gouvernance apte à porter des champions internationaux. Cela signifie une liberté d'agir à tous les niveaux qui ne semble pas être la direction choisie jusqu'à présent. La subsidiarité ne doit pas être un choix mais la règle. Les acteurs de ces établissements doivent posséder l'agilité et la réactivité nécessaires à l'évolution rapide de

notre société en transition (économique, numérique, énergétique). Les écoles, indépendamment de leur statut, doivent pouvoir apporter librement au site leur attractivité, leur stratégie de marque, la capacité de développer et de signer leurs projets avec les entreprises ainsi que des partenariats internationaux."

"aborder sans tabou la question de l'autonomie sous toutes ses formes"

"Ces principes de fonctionnement nous rapprocheront collectivement, écoles et universités, des champions mondiaux, comme le souligne le rapport Chameau remis récemment au gouvernement", poursuit-il. "Leur respect permettra en outre de préserver la spécificité française qui réside dans une diversité de types d'établissements : il serait vain de tenter naïvement une unification forcée des écoles et des universités, ou même parfois des universités entre elles, qui rayerait d'un trait de plume plus de deux siècles d'histoire et tant de réussites."